

# Le retour de l'ajustement : la crise des pays pétroliers d'Afrique centrale

## Gabon et Congo-Brazzaville



François GAULME

Juillet 2018

**L’Ifri** est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

**OCP Policy Center** est un *think tank* « *policy oriented* » qui a pour objectif, à travers des productions analytiques indépendantes, un réseau de partenaires et de chercheurs associés de premier plan et l’organisation de débats, de contribuer à fonder la connaissance et à éclairer la réflexion sur des questions économiques et de relations internationales centrales pour le futur du Maroc et plus largement pour le continent Africain. OCP Policy Center se veut être une plateforme ouverte de discussion et d’échange, un incubateur d’idées et une source proactive de propositions d’actions pour les décideurs politiques et économiques, et plus largement pour l’ensemble des parties prenantes au processus de croissance et de développement.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

*Cette note a été réalisée dans le cadre du partenariat entre l’Institut français des relations internationales (Ifri) et l’OCP Policy Center.*

ISBN : 978-2-36567-888-9

© Tous droits réservés, Ifri, 2018

### **Comment citer cette publication :**

François Gaulme, « Le retour de l’ajustement : la crise des pays pétroliers d’Afrique centrale. Gabon et Congo-Brazzaville »,  
*Notes de l’Ifri*, Ifri, juillet 2018.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# Auteur

Chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri, **François Gaulme** est anthropologue et historien de formation. Ancien rédacteur en chef de la revue *Afrique contemporaine*, il a enseigné en relations internationales sur les questions africaines à l'Institut d'études politiques et à l'Institut catholique de Paris ainsi qu'à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. Il a également servi à l'Agence française de développement (AFD) et au ministère des Affaires étrangères en se spécialisant sur les situations de conflit et de fragilité des États. Il a notamment publié *Le Gabon et son ombre* (Paris, Karthala, 1988).

# Résumé

Cette note vise à mettre en lumière le cycle d'ajustement à la fois financier, économique et politique affectant deux pétro-États d'Afrique centrale, le Gabon et la République du Congo (Congo-Brazzaville). Unis par leur système économique de rente et leur histoire coloniale commune, ces deux pays n'en ont pas moins connu des destins politiques différents après leur indépendance, le premier conservant une relation privilégiée avec la France tandis que le second optait rapidement pour le marxisme. Dans les années 1980-1990, ils ont été soumis l'un et l'autre à un ajustement structurel, économique et financier d'abord, puis politique lors de la chute de l'URSS et du démantèlement des systèmes de partis uniques en Afrique. Aujourd'hui et depuis la crise pétrolière de 2015, ils subissent à nouveau un second ajustement de leurs finances publiques sous le contrôle du Fonds monétaire international (FMI). Parallèlement, leurs régimes présidentiels « hybrides » sont contestés de l'intérieur : le spectre de la guerre civile des années 1990 pèse encore sur la vie publique au Congo, tandis que la succession dynastique au Gabon a conduit au blocage durable du dialogue national. Un nouveau cycle de démocratisation n'est encore qu'un scénario parmi d'autres, relativement peu probable dans la conjoncture actuelle en dépit de la montée du mécontentement social et de la crise économique dans les deux pays.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>GABON : À LA RECHERCHE DU SECOND SOUFFLE .....</b>	<b>7</b>
<b>Avant le pétrole.....</b>	<b>7</b>
<b>Omar Bongo et le premier ajustement .....</b>	<b>9</b>
<b>Ali Bongo et la crise de 2016 .....</b>	<b>11</b>
<b>CONGO-BRAZZAVILLE : LE SPECTRE DES GUERRES CIVILES .....</b>	<b>17</b>
<b>De la colonisation au marxisme.....</b>	<b>17</b>
<b>Denis Sassou-Ngesso et l'ajustement structurel de 1985.....</b>	<b>20</b>
<b>Le cycle de guerre civile et la crise de 2015 .....</b>	<b>22</b>
<b>CONCLUSION ET HYPOTHÈSES D'AVENIR.....</b>	<b>26</b>

# Introduction

Dans la crise multiforme affectant depuis 2015 les pays de la Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale (CEMAC<sup>1</sup>), deux pays unis par l'histoire et leur situation commune de producteurs pétroliers<sup>2</sup>, le Congo-Brazzaville et le Gabon, connaissent des difficultés particulières, remettant en cause leur économie de rente comme le système présidentiel qui les caractérise.

Pour mieux cerner leurs perspectives d'avenir, cette note présente une analyse rétrospective<sup>3</sup> de l'évolution de ces deux pétro-États (*petro-states*<sup>4</sup>), en dégagant le caractère cyclique de l'ajustement économique mais aussi politique auquel ils sont à nouveau soumis.

L'effondrement des cours mondiaux du pétrole en 2015 eut un impact global sur la CEMAC qui entra en décroissance dès l'année suivante. Les chefs d'État, réunis en Sommet extraordinaire le 23 décembre 2016 à Yaoundé, exclurent alors de dévaluer leur monnaie commune, le franc CFA émis par la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) et garanti par la France<sup>5</sup>. Ils optèrent pour des négociations bilatérales avec le FMI<sup>6</sup>, en vue de « mieux structurer les efforts d'ajustement de leurs États, les accompagner vers une sortie de crise et les aider à mettre en place les conditions d'une relance vertueuse et durable de leurs économies<sup>7</sup> ».

Ce positionnement comportait une contradiction initiale : tout en rappelant le principe de leur solidarité de groupe, les pays de la CEMAC s'engageaient cependant dans des négociations séparées avec le FMI. C'était la seule voie possible, le Fonds ne prêtant qu'à ses États membres et non à des institutions transnationales. Dans les faits, c'est le Congo-Brazzaville qui rencontra les plus grandes difficultés à dialoguer

---

1. Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Tchad.

2. Le Congo est au 6<sup>e</sup> rang et le Gabon au 9<sup>e</sup> rang des producteurs africains de pétrole.

3. Malgré le manque de chiffres fiables dans bien des domaines. Le traitement critique des données passe aussi par la prise en compte d'une vaste production médiatique de qualité variable et souvent polémique, qui s'est développée considérablement au cours des dernières décennies.

4. Sur cette notion, voir R. Soares de Oliveira, *Oil and Politics in the Gulf of Guinea*, New York, Columbia University Press, 2007.

5. À une parité fixe de 1 € pour 656 F CFA.

6. Dont la directrice générale Christine Lagarde était présente à ce Sommet avec le ministre français des Finances Michel Sapin.

7. « Communiqué final du Sommet extraordinaire de la CEMAC », Compte rendu intégral, Yaoundé, 23 décembre 2016, disponible sur : [www.prc.cm](http://www.prc.cm).

efficacement avec le FMI. Le Gabon parvint au contraire à obtenir dès juin 2017 l'appui du Fonds sur son programme de redressement économique et de traitement de la dette. Au moment de la rédaction de cette note, la crise financière est loin d'être surmontée, mais la remontée des cours du pétrole au-delà 70 dollars le baril devrait améliorer automatiquement les recettes des deux pays.

Gabon et Congo-Brazzaville présentent de nombreuses similitudes et sont imbriqués l'un dans l'autre, le dernier enveloppant le premier au sud-est sur plus de 1 000 km de frontière commune. Celle-ci, qui n'est pas encore fixée partout définitivement, résulte de découpages successifs au sein de l'Afrique équatoriale française entre 1910 et 1960. Elle ne correspond à aucune logique ethnique ou territoriale. Au moment de l'indépendance, le géographe français Gilles Sautter identifiait au contraire un « espace Gabon-Congo » cohérent entre l'Atlantique à l'ouest et les fleuves Congo et Oubangui à l'est<sup>8</sup>. Il reconnaissait toutefois le « particularisme » du Gabon<sup>9</sup>, qu'accentue naturellement la distance entre les deux capitales<sup>10</sup>. Ces facteurs justifient une approche parallèle mais différenciée de ces deux pays, en commençant par le Gabon dont la formation étatique est la plus ancienne. Cette analyse montrera en effet que si ces deux États issus d'une même fédération coloniale paraissent aujourd'hui se trouver dans une situation quasi similaire par leur régime présidentiel et leur dépendance envers le pétrole, ils ont pu faire cependant des choix très différents jadis, le Congo ayant opté pour le marxisme à l'époque où le Gabon restait pro-occidental, dans une proximité extrême avec la France. Autre trait distinctif, la violence armée qui caractérisa la guerre civile congolaise des années 1990 a jusqu'à présent épargné la vie politique gabonaise.

---

8. G. Sautter, *De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement. République du Congo, République gabonaise*, Paris, Mouton, 1966, t. I, p. 11.

9. *Ibid.*

10. Libreville est à plus de 1 000 kilomètres de Brazzaville, mais à 700 seulement de Yaoundé au Cameroun.

# Gabon : à la recherche d'un second souffle

Comparativement à celle de bien des pays subsahariens, l'histoire postcoloniale du Gabon est marquée par une grande continuité politique, la mort du président Omar Bongo en 2009, après plus de quarante ans de pouvoir, ayant conduit à une succession dynastique sans accroc majeur. Mais l'élection présidentielle de 2016, conjuguée à la crise financière, a remis en cause les équilibres antérieurs, appuyés sur un partage consensuel de la rente pétrolière.

## Avant le pétrole

Avant le pétrole, le Gabon n'était qu'un petit pays sous-peuplé, avec le bois comme ressource principale et très dépendant à tous égards de l'ancienne métropole. L'estuaire ayant donné son nom au pays et où se situe la capitale, Libreville, fut découvert par les Portugais dès la fin du xv<sup>e</sup> siècle, mais les relations avec les Européens ne se développèrent qu'au xix<sup>e</sup> siècle. La France y implanta en 1844 un fort et une base navale, ce qui permit à des missionnaires catholiques de s'installer et de triompher localement des protestants américains. Ce tournant marque encore la société gabonaise contemporaine, avec le développement précoce d'une éducation féminine ayant favorisé le métissage caractéristique de la région côtière.

Les peuples forestiers qui habitaient le pays étaient peu nombreux mais d'une extrême diversité : sur une superficie de 267 000 km<sup>2</sup>, le Gabon, ne totalisant en 1960 que 440 300 habitants<sup>11</sup> (contre près de 2 millions en 2016 selon la Banque mondiale), regroupait cependant une quarantaine de groupes ethniques distincts.

En dépit de l'absence de données ethniques dans les recensements depuis 1961, il demeure courant d'affirmer que les Fangs du nord-ouest (représentés aussi en Guinée équatoriale où ils contrôlent le pouvoir central, et au sud-Cameroun) sont toujours le groupe dominant, à 30 %, contrebalancé au sud-ouest par celui des Échira Punu à 25 %, les Mbete du

---

11. Selon le premier et dernier recensement français de l'INSEE au moment de l'indépendance ; voir sur les questions démographiques, ethniques et linguistiques : F. Gaulme, *Le Gabon et son ombre*, Paris, Karthala, 1988, p. 33-47.



sud-est étant à 20 %<sup>12</sup>. En réalité, l'évolution démographique respective des groupes ethnico-linguistiques gabonais reste très mal connue et les statistiques notoirement douteuses. Le nombre ne fait d'ailleurs pas tout : le groupe côtier des Myènè (9 % en 1960-1961) conserve un statut social particulier en raison de sa relation historique avec les Européens et de son métissage traditionnel.

Du fait de la diversité ethnique, aucun peuple n'a pu imposer une langue véhiculaire sur l'ensemble du pays. C'est le français qui en tient lieu depuis longtemps, soulignant l'extraversion culturelle partie de la côte. L'ancienneté des efforts éducatifs missionnaires explique aussi très largement un niveau élevé d'alphabétisation primaire et de pratique du français chez les deux sexes.

Par ailleurs, le lien historique avec la France est demeuré très fort au moment de l'indépendance. Léon Mba, le premier président, n'ayant pu obtenir le statut départemental pour le Gabon, voulut maintenir le pavillon français sur le nouveau drapeau gabonais<sup>13</sup>. Son successeur, Omar Bongo accordait encore, au début de sa présidence, le titre de « Gabonais d'adoption » aux résidents français. Il fit ensuite de vains efforts pour maintenir le système éducatif gabonais dans celui de la France<sup>14</sup>. Ce n'est qu'en 2012 que son fils Ali Bongo Ondimba s'éloigna de cette tradition en voulant faire de l'anglais la seconde langue officielle.

Après l'indépendance, l'attitude jusque-là assez négligente du gouvernement français envers le Gabon changea aussi radicalement : d'une colonie orpheline, le pays devenait un partenaire privilégié du fait de la présence de minerai stratégique (uranium) et d'hydrocarbures. Après la révolution de 1963 au Congo-Brazzaville (voir *infra*), le vieux comptoir fidèle et somnolant devenait d'une importance stratégique majeure en Afrique centrale. La France réprima sans hésiter le premier et seul coup d'État de l'histoire du pays en février 1964. Elle y installa un régiment parachutiste et participa au choix du successeur de Léon Mba à la mort de celui-ci en 1967<sup>15</sup>.

---

12. *Ibid.*, p. 37.

13. *Ibid.*, p. 134

14. Dans les deux premières décennies de l'indépendance, le baccalauréat gabonais était reconnu de plein droit par la France dans le cadre de la Fédération de l'enseignement supérieur en Afrique centrale (FESAC).

15. Voir notamment, J.-P. Bat, *Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2012, p. 259-260.

## Omar Bongo et le premier ajustement

La très longue présidence d'Omar Bongo<sup>16</sup>, de 1967 à 2009, donne rétrospectivement une impression de stabilité par sa durée exceptionnelle. Pourtant son accession au pouvoir s'est faite dans le climat de tension qui prévalait au Gabon après la répression du coup d'État de 1964. Les jeunes militaires putschistes avaient reçu l'appui de la première génération de diplômés de l'enseignement supérieur formés en France et globalement attirés par le socialisme et la lutte anticoloniale.

Faisant preuve d'un talent exceptionnel de négociation et de compromis qui l'aurait fait remarquer dès ses débuts de jeune fonctionnaire des Affaires étrangères lors la crise Gabon/Congo-Brazzaville de 1962<sup>17</sup>, le jeune président eut dès son arrivée au pouvoir pour objectif central de consolider son régime en obtenant des ralliements politiques durables dans la nouvelle élite gabonaise. Bien que sans mandat électif avant 1967, il fit preuve immédiatement d'une proximité verbale avec les milieux populaires se combinant avec le dynamisme de son image de plus jeune chef d'État du continent.

La conjoncture économique lui fut extrêmement favorable. La production pétrolière, qui avait commencé modestement en 1957 (avec 177 000 tonnes), dès avant l'indépendance, passa au million de tonnes en 1965 puis à 5 millions en 1970. Elle devait dépasser 11 millions en 1975<sup>18</sup>, le pays entrant alors dans un système économique de rente exclusive dont il n'est pas encore sorti.

Sous le signe de la Rénovation<sup>19</sup>, le président fondateur du Parti démocratique gabonais (PDG) se lança en 1968 dans une politique de grands travaux visant à faire de Libreville une capitale moderne et à réaliser son projet majeur, le chemin de fer transgabonais (le Tansgabonais) que la Banque mondiale refusait de financer. Ce choix, impliquant l'utilisation clientéliste et politiquement contrôlée de la corruption, fut très efficace pour unir les nouvelles élites cooptées suivant un principe de géopolitique très attentif au respect des équilibres ethniques, dans un système institutionnel que Jean-François Médard a défini comme « néo-patrimonial<sup>20</sup> ». Mais il fut désastreux en termes de gouvernance économique et financière, d'autant qu'il comprenait aussi une

---

16. Albert-Bernard Bongo, devenu El Hadj Omar Bongo après sa conversion à l'islam en 1974 puis Omar Bongo Odimba en 2003 par rajout du nom de son père.

17. Information personnelle.

18. F. Gaulme, *Le Gabon et son ombre*, op. cit., graphique 2, p. 146.

19. Sur ce mot d'ordre, voir notamment : K. Tinasti, *Le Gabon, entre démocratie et régime autoritaire*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 68 ssq.

20. Sur ce concept, voir J.-F. Médard (dir.), *États d'Afrique*, Paris, Karthala, 1991.

stratégie industrielle d'import-substitution et de développement d'un secteur para-étatique créateur d'emploi mais ne trouvant son équilibre que dans la subvention budgétaire. En cela, le Gabon présentait toutes les caractéristiques d'un pétro-État selon la définition de Ricardo Soares de Oliveira : renforcement d'un pouvoir étatique régulant à la fois les domaines politique, économique et social ; phase initiale de boom économique appuyé sur la construction, le para-étatique et les services<sup>21</sup>.

Face à la montée excessive des dépenses publiques, la France parvint à colmater seule une première brèche dans les ressources budgétaires en 1977 après une chute de production pétrolière. Mais, le budget gabonais étant passé de quelque 4 milliards de francs CFA à l'indépendance à 700 milliards en 1986<sup>22</sup>, la deuxième crise financière, la plus grave, celle de 1987, dépassa les possibilités d'appui français. Elle conduisit pour la première fois à l'adoption d'un « programme d'ajustement structurel » piloté par le FMI et la Banque mondiale et fixant les conditions de redressement du pays. Il imposa à un gouvernement réticent une stratégie néolibérale frappant directement les bases d'une économie politique dirigiste, contrôlée jusque dans le détail par la présidence de la République et ne fut donc appliqué qu'imparfaitement. Le Gabon, pays peu peuplé et de vie chère, souffrait d'ailleurs d'un fort désavantage comparatif pour les coûts des facteurs de production, par rapport au Cameroun ou à des pays d'Afrique de l'Ouest. Mais de nouvelles découvertes pétrolières à terre (gisement de Rabi-Kounga) contribuèrent à relayer l'*offshore* déclinant et rétablir la situation économique et financière du pays, la production de brut devant atteindre son pic historique de 18 millions de tonnes en 1997.

La mise en application partielle de la rigueur financière fut aussi suivie, de manière plus inattendue, d'un processus que l'on qualifiera d'ajustement politique. Du fait de la force des relations avec la France, l'élection de François Mitterrand en 1981 réveilla presque automatiquement une opposition gabonaise en exil. Localement, après des grèves illégales dues à l'austérité, l'année 1990 fut déterminante avec un mouvement universitaire suivi d'une conférence nationale qui rétablit le pluripartisme démocratique et la liberté de la presse en mars-avril. En mai, de violentes émeutes à Libreville puis le soulèvement complet de Port-Gentil, la capitale du bois et du pétrole, suivirent la mort suspecte de Joseph Rendjambé,

---

21. R. Soares de Oliveira, *Oil and Politics in the Gulf of Guinea*, *op. cit.*, p. 30.

22. F. Gaulme, *Le Gabon et son ombre*, *op. cit.*, p. 130 ; soit respectivement 80 millions et 14 milliards de « nouveaux francs » français de l'époque.

un opposant originaire de cette ville. L'armée française y rétablit le calme et sauva probablement le régime<sup>23</sup>.

Les années suivantes virent un long combat d'Omar Bongo pour conserver le pouvoir dans le contexte du multipartisme. Il passa en force<sup>24</sup> (pour un mandat de cinq ans et avec officiellement 51 % des voix) lors de la première élection concurrentielle de décembre 1993, face à un prêtre catholique, Paul Mba Abessole, Fang de l'Estuaire comme le premier président Léon Mba. La contestation de ce résultat entraîna, juste après la dévaluation du franc CFA de janvier 1994, de nouvelles émeutes à Libreville et des grèves multipliées. Après une phase répressive, des négociations avec une opposition regroupée dans le Haut conseil de la résistance (HCR) aboutirent aux accords de Paris en avril. L'opposition fut intégrée dans un système hybride d'« autoritarisme compétitif<sup>25</sup> » et de démocratisation contrôlée<sup>26</sup> jusqu'à la mort d'Omar Bongo. Il fut réélu en 1998 (pour sept ans) sans que son implication dans la guerre civile du Congo (voir *infra*) n'ait eu d'incidence visible sur ce scrutin, puis à nouveau en 2005. Ce quasi-retour au Parti unique s'accompagna, malgré un style de vie présidentiel toujours aussi flamboyant, d'une stratégie économique plus sage, dans un contexte pétrolier redevenu très favorable.

## Ali Bongo et la crise de 2016

Après le décès d'Omar Bongo en juin 2009, quelques mois après celui de son épouse congolaise, Édith Bongo, une nouvelle logique de continuité dynastique s'imposa dans le système politique gabonais. Ali Bongo Ondimba, fils aîné du défunt et ministre de la Défense depuis 1999<sup>27</sup>, fut en effet élu avec 41 % des voix dans une consultation à un seul tour.

Une fois de plus, le résultat fut contesté, entraînant à nouveau violences et répressions à Libreville et Port-Gentil. Mais la campagne électorale révéla aussi un phénomène de rassemblement autour d'Ali

---

23. Le président Bongo étant absent du pays, l'armée française intervint le 24 mai 1990 à Port-Gentil pour protéger les intérêts français, voir D. E. Gardinier, *Historical Dictionary of Gabon*, 2<sup>e</sup> éd., Londres, Scarecrow Press, p. 289.

24. K. Tinasti, *Le Gabon, entre démocratie et régime autoritaire*, op. cit., p. 99-100 : fraudes massives et anomalies, comme un nombre de votes supérieur de 40 % à celui des électeurs dans le Haut-Ogooué. Sur les variations dans le temps du corps électoral au Gabon, voir H. Fleischhacker, « Gabon », in D. Nohlen, B. Thibaut et D. Krennerich (dir.), *Élections in Africa : A Data Handbook*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

25. S. Levitsky et L. A. Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes after the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

26. Sur les limites de la démocratisation gabonaise, voir K. Tinasti, *Le Gabon, entre démocratie et régime autoritaire*, op. cit., p. 165-188.

27. À ce titre, il augmenta considérablement les effectifs de l'armée et améliora la condition des soldats.

Bongo dans une stratégie qualifiée localement de « TSF » (« tout sauf un Fang ») qui défavorisa son principal adversaire, André Mba Obame. Très différent de son père par le comportement, éduqué en France mais attiré aussi par le monde anglophone, le nouveau président lança dès qu'il fut élu une politique volontariste marquée par un renversement d'alliances régionales. Il mit fin à la rivalité politico-économique avec le Cameroun, s'éloigna du Congo-Brazzaville et se rapprocha du Rwanda de Paul Kagame. Prônant une diversification à la fois économique (pour sortir du tout pétrole) et diplomatique (pour se dégager de l'influence française), il multiplia de nouveaux liens avec l'Asie (Chine et Inde mais aussi Malaisie et Singapour), tout en renforçant les relations qui existaient de longue date avec le Maroc et l'Arabie Saoudite.

Toutes ces alliances (surtout, très symboliquement, celle avec le Rwanda) soulignèrent alors un éloignement progressif avec la France déjà entamé du vivant de son père, du fait de procédures judiciaires sur les « biens mal acquis<sup>28</sup> » touchant à Paris les familles dirigeantes des pays pétroliers d'Afrique centrale. Un nouvel accord de défense sans clause secrète et excluant toute intervention intérieure fut signé en 2010. La base française à vocation de déploiement régional sur l'Afrique centrale fut maintenue dans la capitale gabonaise, mais avec des effectifs réduits (350 hommes au lieu de plus de 600 jadis).

Ces forces de présence renommées Éléments français du Gabon (EFG) en 2014 n'intervinrent pas lors des émeutes puis d'une répression gouvernementale d'une violence sans précédent<sup>29</sup> qui suivit à Libreville fin août 2016 l'annonce de la réélection d'Ali Bongo pour un nouveau septennat avec 48 % des voix, résultat entériné par la Cour constitutionnelle<sup>30</sup>. Le président l'emportait avec une différence de seulement 5 000 voix et d'une participation anormalement forte dans le Haut-Ogooué, fief de sa famille. Son adversaire, Jean Ping<sup>31</sup>, diplomate émérite, était arrivé en tête dans la capitale et les trois quarts du pays<sup>32</sup>.

---

28. Cette série de procédures judiciaires pour détournement de fonds publics, sur plainte d'ONG comme Sherpa et Transparency International et de membres de la diaspora congolaise et gabonaise, lancée dès 2007 et toujours en cours, concerne les nombreux biens immobiliers acquis en France par les dirigeants du Congo-Brazzaville, du Gabon, de la Guinée équatoriale et leurs familles.

29. Avec l'attaque par hélicoptère du QG de Jean Ping.

30. Présidée par une originaire du Haut-Ogooué, Marie Madeleine Mborantsuo, présentée souvent comme la « belle-mère » du président du fait de sa liaison avec Omar Bongo. Par sa fonction, elle est devenue depuis 2009 un personnage clé de l'État gabonais.

31. Comme ministre gabonais des Affaires étrangères, il présida l'Assemblée générale de l'ONU lors du « Sommet mondial » de 2005 et fut aussi président de la Commission de l'Union africaine (UA) de 2008 à 2012.

32. Pour le détail, voir cartes électorales publiées par le laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM) de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, disponible sur : [www.lam.sciencespobordeaux.fr](http://www.lam.sciencespobordeaux.fr).

Le déroulement de cette élection présidentielle douteuse fut sévèrement critiqué par les observateurs extérieurs, notamment de l'Union européenne (UE)<sup>33</sup> et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)<sup>34</sup>, mais ce passage en force présidentiel de 2016, qui rappelait celui de 1993, n'eut pas pour autant de conséquences diplomatiques effectives<sup>35</sup>.

Le scrutin se situait dans un contexte politique intérieur déjà dégradé. Le rapport d'observation de l'OIF le qualifia de climat de « rupture manifeste de confiance<sup>36</sup> » entre les acteurs politiques nationaux, en constatant notamment la polémique sur la nationalité du chef de l'État, ainsi que des « déchirures » au sein même du PDG. Plus encore – et contrairement à 2009 – apparaissaient des divisions croissantes parmi la famille et l'entourage d'Omar Bongo. Celles-ci renvoyaient à des mésententes personnelles, mais aussi à des rivalités ethniques internes au Haut-Ogooué : Teke de la famille paternelle du président contre Obamba de sa famille maternelle, le groupe dominant de cette province. Enfin, la rupture était depuis longtemps consommée entre « rénovateurs », le courant moderniste du PDG lancé par Ali Bongo dès 1989, et barons du régime.

Une fois sa réélection proclamée, le président rompit avec une règle non écrite de la géopolitique gabonaise en choisissant un Premier ministre hors du groupe Fang. En termes régionaux, il s'appuyait désormais sur les provinces de l'est du pays (Haut-Ogooué, Ogooué-Ivindo et Ogooué-Lolo), les seules à avoir voté majoritairement pour lui, disposant ainsi d'une base ethnique assez étroite, essentiellement Téké-Obamba et Kota-Benga<sup>37</sup>. De son côté, Jean Ping avait fait disparaître en 2016 des césures politiques anciennes en réunissant sur son nom, dans toute la façade ouest, un vote trans-ethnique, à la fois des Myènè, des Fang<sup>38</sup> et des Échira Punu. Le

---

33. *Rapport final, République gabonaise. Élection présidentielle*, 27 août 2016, Mission d'observation électorale de l'Union européenne, 2016.

34. Élection présidentielle du 27 août 2016 au Gabon. *Rapport de la mission d'information et de contacts de la Francophonie*, Libreville, 22-30 août 2016, Paris, Organisation internationale de la Francophonie, 2017.

35. Le 14 septembre 2017, à la suite du rapport de la Mission d'observation électorale, le Parlement européen a voté à Strasbourg une résolution d'urgence sur le Gabon (2017/2830(RSP)) appelant le Conseil Européen à prendre des sanctions ciblées contre les autorités gabonaises. Elle n'a pas été suivie d'effet.

36. Voir Élection présidentielle du 27 août 2016 au Gabon. Organisation internationale de la Francophonie, *op. cit.*, p. 8-10.

37. Dans le sud-est, les Nzebis transfrontaliers avec le Congo, où ils ont joué un rôle majeur dans la guerre civile (voir *infra*), sont dans l'opposition depuis la démission du gouvernement de leur leader Zacharie Myboto en 2001.

38. Selon ces résultats, Jean Ping, bien que Myènè, a obtenu son meilleur score dans le Woleu-Ntem, au cœur du pays fang ; voir Élection présidentielle du 27 août 2016 au Gabon. Organisation internationale de la Francophonie, *op. cit.*, p. 31.

Gabon s'est donc trouvé en 2016 coupé en deux électoralement selon une fracture inédite.

En 2018, la crise politique se poursuit. Jean Ping se considère toujours comme le « président élu », reconnu comme tel par l'opposition « radicale » et dans la diaspora<sup>39</sup>. Les cinq évêques catholiques du pays, dans une déclaration du 4 février 2017, avaient affirmé que le dialogue était « impératif, incontournable, indispensable pour sortir le Gabon de la crise ». Mais, un an plus tard, alors que les élections législatives sont retardées depuis 2016, le pays s'éloigne d'une réconciliation inclusive et le pouvoir présidentiel s'est renforcé de fait en deux étapes : en janvier 2018, révision constitutionnelle permettant au chef de l'État de se représenter indéfiniment<sup>40</sup> puis redécoupage électoral défavorable à l'opposition<sup>41</sup> ; en mai suivant, intervention totalement inédite et inattendue de la Cour constitutionnelle qui exigea la dissolution de l'Assemblée nationale du fait du retard électoral et son remplacement par le Sénat jusqu'aux prochaines élections, ainsi qu'un nouveau gouvernement. Celui-ci n'est plus responsable que devant le chef de l'État, auquel les ministres doivent prêter un serment personnel de fidélité. Quant à l'opposition, elle reste divisée. Dans cette confusion politique et institutionnelle, une inconnue demeure : les réactions ultimes d'une jeunesse de la capitale ayant commencé à se politiser lors du premier septennat d'Ali Bongo<sup>42</sup>. Des grèves sectorielles à répétition, du secteur productif aux services, à la fonction publique et l'audiovisuel d'État, témoignent déjà d'un malaise social persistant, dans un contexte de récession et d'appauvrissement urbain, surtout à Port-Gentil.

La chute des cours internationaux du pétrole combinée à une tendance baissière de la production gabonaise autour de 10 millions de tonnes par an<sup>43</sup>, fit en effet s'effondrer les recettes de ce secteur entre 2014 (1 300 milliards de francs CFA) et 2016 (420 milliards). Le produit intérieur brut (PIB) chuta en dollars courants de 18 à 14 milliards dans le même temps<sup>44</sup>. Le budget de l'État gabonais connut un déficit record en

---

39. Environ 8 000 Gabonais (dont de 3 000 étudiants) bénéficieraient actuellement en France des visas de long séjour, selon des statistiques consulaires françaises.

40. Ces modifications constitutionnelles tiennent compte des conclusions du « Dialogue national d'Angondjé » avec une part de l'opposition (mars-mai 2017).

41. Avec 23 députés pour le Haut-Ogooué, contre 12 seulement pour Libreville et 4 pour Port-Gentil, dans une assemblée portée à 140 membres contre 123 précédemment.

42. Voir l'analyse d'A. Aterianus-Owanga et M. Debain, « "Demain, un jour nouveau ?" Un renversement électoral confisqué au Gabon », *Politique africaine*, n° 144, 2016/4, p. 157-179.

43. Pour le détail de la production actuelle de pétrole, voir le site [www.agenceecofin.com](http://www.agenceecofin.com).

44. Source : Banque mondiale, chiffres arrondis.

2016, l'année de l'élection présidentielle<sup>45</sup>. Cette situation mettait un terme à la phase de fortes dépenses d'investissement de l'État pour renouveler les infrastructures des années 1970-1980 (port d'Owendo, Transgabonais, routes...), mal entretenues ou obsolètes. Par ailleurs, la charge salariale annuelle de la fonction publique demeure élevée et constante.

Dans la suite du sommet extraordinaire de la CEMAC en décembre 2016, le Gabon, signataire en juin 2017 d'un accord triennal avec le FMI de 464 millions de Droits de tirage spéciaux (DTS), soit environ 642 millions de dollars, adoptait un Programme de relance économique (PRE) visant, outre la réduction de la dette extérieure, à plus de transparence et une meilleure gestion des finances publiques, ainsi qu'à diversifier une économie encore trop dépendante du pétrole. C'est bien là un nouveau programme d'ajustement structurel comparable à celui des années 1980, mais sans le nom, devenu synonyme d'une injonction néolibérale des institutions de Bretton Woods.

La réalisation de ce programme s'est dans l'ensemble déroulée sans accroc majeur avec les bailleurs de fonds, dont la France qui a accordé sur trois ans un prêt de soutien du Trésor de 225 millions d'euros<sup>46</sup>. Toutefois, le mauvais état des infrastructures impacte toujours la diversification économique (un train de manganèse a déraillé en février 2018<sup>47</sup>). La situation sociale et politique a également un effet économique et financier direct, les grèves sectorielles ayant contribué à la baisse de la production de brut. Celle-ci est impactée également par le repli des *majors* : le groupe Shell, présent depuis 1964, s'est retiré du Gabon en mars 2017, tandis que Total y a cédé ses activités à terre et n'est plus aujourd'hui le premier opérateur, malgré ses liens historiques avec le pays. Le bois est aussi en crise depuis l'interdiction mal préparée des exportations de grumes en 2010 ; le dépôt de bilan du groupe français Rougier début 2018 aggravera la crise de ce secteur.

En octobre 2017, l'agence de notation Fitch Ratings avait dégradé la note souveraine du Gabon de B+ à B. En février 2018, la réquisition forcée des actifs et du personnel de la filiale de la société française Veolia chargée de la gestion de l'eau et d'électricité à Libreville posait « des interrogations sur les Partenariats publics privés (PPP) en Afrique » dans le cadre d'un

---

45. Pour le détail chiffré, voir : Rapport des services du FMI pour la première revue de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) [...], Washington, Fonds monétaire international, 4 décembre 2017, Tableau 3a. « Gabon : Comptes de l'Administration Centrale, 2014-2022 », p. 27.

46. Dans une enveloppe d'un million d'euros promise par Michel Sapin en décembre 2016 à Yaoundé pour le soutien au redressement des pays de la CEMAC.

47. Alors que la production de manganèse du Gabon a atteint un record à 5 millions de tonnes en 2017.



état de droit régulé, selon la formule d'un organisme patronal<sup>48</sup>. La création, parallèlement à un Club de Paris traitant la dette d'origine publique, d'un Club de Libreville pour le règlement de la dette intérieure<sup>49</sup> aurait également irrité le FMI, craignant que la priorité accordée à la dette extérieure ne soit plus respectée. En revanche, la révision prochaine du Code des hydrocarbures dans un sens plus favorable aux compagnies pétrolières pourrait contribuer à retenir des opérateurs que n'attirent ni la fiscalité ni les perspectives de production actuelles : le Gabon n'exploite plus que des champs matures et de taille limitée, dont la production décline assez rapidement depuis 2016, tandis que l'exploration n'aurait pas dégagé récemment de résultats prometteurs<sup>50</sup>.

---

48. Conseil des investisseurs français en Afrique, « Édito », *La lettre du CIAN*, mars-avril 2018, p. 1.

49. Très importante quoique mal recensée et qui a entraîné notamment le retrait du Gabon de Bouygues Energies et Services fin 2017 du fait d'impayés.

50. Sur les perspectives pétrolières du Gabon et leur impact économique et social (à partir d'une enquête de terrain en avril 2016 à Libreville et Port Gentil), voir notamment B. Augé, « La baisse des cours du brut au Gabon miroir grossissant d'une crise structurelle de l'économie et de l'échec du politique », *L'Afrique en questions*, n° 26, Ifri, 12 juillet 2016.

# Congo-Brazzaville : le spectre des guerres civiles

Le destin postcolonial du Congo-Brazzaville est beaucoup plus troublé et plus tragique que celui du Gabon. Il existe certes des similitudes entre les deux pays, devenus l'un comme l'autre des pétro-États caractérisés (voir *supra*). Mais le cas du Congo conforte la théorie selon laquelle ce type institutionnel serait plus sensible que d'autres au risque de guerre civile<sup>51</sup>.

## De la colonisation au marxisme

L'instabilité du Congo par rapport au Gabon tient en outre à l'histoire et à la géographie : au cœur d'une zone ayant noué des relations très anciennes avec l'Europe<sup>52</sup>, la République du Congo-Brazzaville est bordée à l'est et au sud par deux pays ayant connu la guerre civile dès leur indépendance, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola. Plus vaste (340 000 km<sup>2</sup>) et plus peuplé que le Gabon (5 millions d'habitants selon la Banque mondiale), le pays s'étire dans une configuration qui n'obéit, sur le fleuve, à aucune autre logique que celle des principes du partage de l'Afrique à la Conférence de Berlin en 1885. Durant la période coloniale, le territoire a difficilement trouvé sa forme définitive : sa façade maritime, où se situent aujourd'hui les ressources pétrolières exploitées, ne fut détachée du Gabon qu'après la Première Guerre mondiale, en vue de la construction du chemin de fer Congo-Océan (CFCO), et le Haut-Ogooué n'est redevenu gabonais qu'après la Seconde Guerre mondiale.

À l'indépendance, le Congo-Brazzaville, qui n'avait alors que 800 000 habitants mais déjà 100 000 dans sa capitale, se trouva dans une situation comparable à celle du Sénégal en Afrique de l'Ouest : l'éclatement des deux fédérations coloniales sur lesquelles il exerçait un contrôle central, à la fois politique et économique, le réduisit à n'être désormais qu'un État d'une puissance très limitée.

La tension interne aggrava encore les effets de cette perte de rang international : la vie politique congolaise continue depuis plus d'un demi-siècle d'opposer des personnalités mobilisant, de manière violente,

---

51. R. Soares de Oliveira, *Oil and Politics in the Gulf of Guinea*, *op. cit.*, p. 37 et note 68.

52. L'ancien royaume de Kongo, dont la capitale se trouve aujourd'hui en Angola, fut christianisé à la fin du xv<sup>e</sup> siècle.

des solidarités ethnico-régionales à des fins prédatrices. Cette tendance se manifesta dès avant l'indépendance, avec les affrontements de février 1959 à Brazzaville, mais fut particulièrement évidente lors de la guerre civile de la dernière décennie de la fin du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, comme l'a souligné l'anthropologue Patrice Yengo<sup>53</sup>. On observe aussi une double polarisation géographique, favorisée par une urbanisation rapide, entre Brazzaville, point de contact potentiellement conflictuel entre Nord et Sud, et Pointe-Noire, siège de l'Assemblée territoriale formée en 1958 et qui jouit toujours du prestige associé au territoire des anciens royaumes côtiers, Loango et Cabinda<sup>54</sup>. Cette ville, qui aurait aujourd'hui plus d'un million d'habitants (soit les deux tiers de la population de Brazzaville), a perdu son rôle politique formel mais reste une capitale économique grâce au pétrole et à la réhabilitation de son port de commerce. Elle est politiquement réactive, plus encore que Port-Gentil au Gabon, et manifesta nettement son hostilité à la nouvelle Constitution de 2015.

La configuration allongée du pays renforce sa division binaire, avec deux langues véhiculaires régionales, le lingala au nord et le kituba, un dialecte kongo, au sud. Cette opposition produit deux grandes identités, mais elle doit être relativisée : dans le Nord, les Mbochis dominants dans la Cuvette comme dans le quartier brazzavillois de Poto-Poto s'opposent aux Kouyous et plus encore aux Tekes, eux-mêmes très proches linguistiquement et ethniquement des Nzebis, à cheval sur la frontière avec le Gabon mais classés dans le Sud du fait de leur habitat plus méridional. Dans cette zone également, les Laris du quartier brazzavillois de Bakongo et du Pool, qui se rattachent à l'ancien royaume de Kongo, se distinguent nettement des Vili de la côte qui s'en étaient séparés au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle.

Dès avant l'indépendance, trois grands courants politiques exprimaient de grandes divisions électorales qui se sont perpétuées depuis selon une trame ethnique mais aussi idéologique. Aux élections législatives de 1959, les dernières avant l'indépendance, le Nord, pourtant moins urbanisé, est dominé dans son ensemble, bien au-delà des seuls Mbochis, par un leader socialiste, Jacques Opangault, tandis que le Sud se rattache à la branche congolaise du Rassemblement démocratique africain (RDA) de Félix Houphouët-Boigny et que, dans la région de Brazzaville, le vote kongo-lari soutient un prêtre catholique, l'abbé Fulbert Youlou, qui deviendra le premier président de la République. Celui-ci voulut récupérer l'héritage politique<sup>55</sup> d'un prophète lari, André Matsoua, mort emprisonné

---

53. P. Yengo, *La guerre civile au Congo-Brazzaville, 1993-2002*. « Chacun aura sa part », Paris, Karthala, 2006.

54. Ce dernier fait partie aujourd'hui de l'Angola.

55. Voir R. Bazenguisa-Ganga, *Essai de sociologie historique*, Paris, Karthala, 1997, p. 64.

par l'administration coloniale pour ses positions indépendantistes et qui perpétua au Moyen-Congo français une longue tradition d'opposition politico-religieuse aux Européens apparue dans l'ancien royaume de Kongo<sup>56</sup>.

L'administration du Congo nouvellement indépendant pratiqua le népotisme en faveur des Laris et au détriment des autres groupes. Ayant choisi le camp pro-occidental dans les tensions ayant suivi l'indépendance du Congo belge, le président est renversé par le mouvement populaire des « Trois Glorieuses » (13-15 août 1963) alors qu'il voulait instaurer le Parti unique. Les syndicats jouèrent alors un rôle essentiel, une classe ouvrière s'étant constituée avec l'industrialisation à la fin de la colonisation. Alors que les troupes de la Communauté française n'intervinrent pas contre les émeutiers, le chef de l'État démissionnaire confia le pouvoir à l'armée, qui le remit ensuite à un cousin de l'abbé Fulbert Youlou, Alphonse Massamba-Débat.

Celui-ci se heurta à son tour à l'hostilité des jeunes du Mouvement national de la révolution (MNR) ayant remplacé tous les anciens partis après l'adoption de la Constitution de décembre 1963, que le pays devenant de plus en plus anti-impérialiste. Après de nouvelles tensions en août 1968, le pouvoir est remis à un Conseil national de la Révolution (CNR), où siègent notamment des militaires du Nord, Marien Ngouabi et Denis Sassou-Nguesso, dont c'est la première apparition dans la politique congolaise. En janvier 1970, avec l'adoption d'une nouvelle Constitution, le pays devient la République populaire du Congo, alignée sur Moscou, dans laquelle le président du Comité central du Parti congolais du travail (PCT) est statutairement chef de l'État, avant que l'on ne revienne, au milieu d'incessantes tentatives de putsch, à un peu plus de démocratie avec la Constitution de 1973 (rétablissant le poste de Premier ministre et l'Assemblée nationale<sup>57</sup>).

Ainsi va se constituer de fait et pour un temps un système gouvernemental tripartite (armée, Parti, syndicat unique) transcendant l'opposition Nord-Sud et dont l'équilibre se maintiendra au-delà d'un épisode particulièrement sanglant et confus, l'assassinat en mars 1977 du président Marien Ngouabi puis du cardinal-archevêque de Brazzaville et l'exécution de l'ancien président Massamba-Débat. Mais avec l'arrivée au pouvoir du général Yhombi-Opango, nordiste et d'origine kouyou comme

---

56. Sur André Matsoua et le mouvement « amicaliste » au sein de la société kongo à la fin de la colonisation, voir l'ouvrage classique de G. Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale en Afrique centrale*, Paris, Presses universitaires de France, 1971, p. 396-416.

57. M. Soret, *Histoire du Congo Brazzaville*, Paris, Berger-Levrault, 1978, p. 194-205. ; également R. Bazenguissa-Ganga, *Essai de sociologie historique*, op. cit.

son prédécesseur, puis du colonel Sassou-Nguesso, premier Mbochi à la tête de l'État qui le remplace en février 1978, l'on évoluera ensuite d'un système collégial à la soviétique vers un modèle présidentiel. Assez comparable de fait à celui du Gabon pro-occidental, avec lequel le Congo s'était rapproché à partir de 1977. Ce glissement était appuyé fortement à Paris par le groupe pétrolier Elf Aquitaine, qui était parvenu à opérer alors dans les deux pays avec un succès croissant. Toutefois, les formes demeurèrent différentes : c'est le Congrès du PCT qui confirma Denis Sassou-Nguesso en 1984 et 1989 pour un mandat de cinq ans à la tête du Parti et de l'État, et non une élection présidentielle à candidature unique pour un septennat comme dans le cas d'Omar Bongo.

## Denis Sassou-Nguesso et l'ajustement structurel de 1985

Ce retour partiel vers l'Occident correspond à la transformation du Congo : le petit pays révolutionnaire placé aux flancs du Zaïre (ex-Congo belge) pro-américain perd sa prééminence géopolitique dans la rivalité Est-Ouest au profit de l'Angola après son indépendance en 1975. Il se transforme peu à peu en un pétro-État typique (voir *supra*), avec une phase initiale de mainmise d'un pouvoir présidentiel naissant sur l'économie et le lancement de grands travaux. Ceux de Brazzaville pour célébrer en 1980 son centenaire symbolisent un retour vers la France<sup>58</sup> au détriment des Soviétiques, qui restent néanmoins très présents à Luanda, où le parti frère marxiste, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) demeure également proche du PCT.

Le boom économique entamé en 1979, avec une croissance annuelle atteignant 20 %, se poursuit jusqu'en 1985. Mais se produit alors une très grave alerte financière, par déficits accumulés de la balance des paiements, l'euphorie gouvernementale n'ayant pas anticipé une baisse soudaine et temporaire de la production pétrolière. Le Congo n'ayant jamais quitté le système de la Zone franc, il ne peut utiliser l'instrument de la dévaluation, ce qui conduit alors à l'adoption, pour la première fois, d'un programme d'ajustement structurel conditionnant l'aide du FMI<sup>59</sup>. Le Plan quinquennal 1982-1986 est touché de plein fouet. L'examen des comptes publics du Congo révèle aussi une défaillance profonde de gestion, certaines opérations ne correspondant à aucune autorisation budgétaire<sup>60</sup>. Le Programme d'ajustement 1985-1987 comprend une compression des

---

58. François Mitterrand effectua le 11 octobre 1982 une visite triomphale à Brazzaville, la première d'un président français depuis l'indépendance.

59. H. Diata, « Ajustement structurel au Congo », *Revue Tiers Monde*, 1989, n° 117, p. 187-202.

60. *Ibid.*, p. 193.

dépenses d'investissement mais aussi de fonctionnement de l'État, ainsi que la fin du système de subventions aux sociétés paraétatiques non rentables et la limitation du crédit intérieur qui soutenait le boom précédent. La dette extérieure (dont le service mobilisait en 1986 près de 100 % des recettes pétrolières<sup>61</sup>) est rééchelonnée. Le Congo, dont l'idéologie officielle reste le marxisme, est ainsi soumis à la même cure d'amaigrissement financier que le Gabon voisin, officiellement pro-occidental mais dont le mode de contrôle économique par un État central à la fois tout puissant et très mal géré est similaire.

Dans un cas comme dans l'autre, le régime présidentiel très personnalisé parvint à survivre à cette épreuve financière, la continuité politique restant d'ailleurs, malgré la faiblesse de la gouvernance, un élément central de la confiance extérieure.

C'est l'effondrement de l'URSS qui précipita l'ouverture politique au Congo-Brazzaville. Cet ajustement politique, plus de cinq ans après l'ajustement économique, en est en partie le produit du mécontentement social engendré par l'austérité dans les secteurs public et parapublic dominant de manière écrasante le marché de l'emploi. Un Congrès extraordinaire du PCT en décembre 1990 puis la Conférence nationale<sup>62</sup> réunie de janvier à juin 1991 et dont le *praesidium* fut confié à un évêque catholique, Mgr Ernest Kombo, mirent fin au régime marxiste comme au pouvoir personnel de Denis Sassou-Nguesso. Une nouvelle Constitution fut approuvée massivement par référendum en 1992. Mais, lors des législatives qui suivirent, se reforma la vieille division ternaire de la vie politique entre un PCT resté dominant dans le Nord, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) de l'ancien Premier ministre Pascal Lissouba prépondérante dans le Sud et le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) de Bernard Kolélas ayant repris, dans la région de Brazzaville, l'héritage politico-religieux de Fulbert Youlou en pays lari. En août 1992, Sassou-Nguesso n'est que troisième d'une élection présidentielle où Lissouba est élu au second tour grâce à l'appui du PCT contre Kolélas. Mais l'accord négocié entre les deux tours n'est pas respecté. Le Congo bascule dans la guerre civile après les élections législatives anticipées d'octobre 1992, marquées par un retournement d'alliance du PCT avec le MCDDI, contre Lissouba.

---

61. *Ibid.*, p. 192.

62. Souveraine, à la différence de celle du Gabon un an plus tôt.

## Le cycle de guerre civile et la crise de 2015

Le cycle de guerre civile au Congo se caractérise par deux phases d'inégale intensité, en 1993-1994, avec un conflit purement intérieur, puis en 1997, sa régionalisation, impliquant alors le Gabon<sup>63</sup> comme l'Angola<sup>64</sup> et permettant alors à Denis Sassou-Nguesso de revenir au pouvoir. La France, où il s'était temporairement exilé en 1995, n'intervient que pour évacuer de Brazzaville des ressortissants étrangers en juin 1997. Un accord de paix met officiellement fin à la guerre civile en 1999, mais l'insurrection du pays lari en 1998-2005 puis en 2016-2017 constitua de fait une nouvelle phase de guerre civile, moins analysée que les précédentes. Contrairement à celles-ci, elle ne présenta pas de dominante urbaine<sup>65</sup>. Mais, face aux forces gouvernementales, elle mobilisa aussi des miliciens autour d'un leader politico-religieux, Frédéric Bintsamou dit le « pasteur Ntumi », dans une nouvelle version du prophétisme kongo.

Dans toutes ces phases s'opposent des forces militaires, avec des armements considérables et des moyens aériens en 1997, mais aussi et surtout des miliciens armés qui perpétuent après la fin du régime marxiste une tradition de jeunesse armée pour défendre la Révolution ou toute autre cause, selon une logique d'opposition ethnique. L'ésotérisme de leurs noms rappelait, à la croisée du banditisme, du pillage et de l'engagement politique, la pratique de gangs urbains, avec un armement léger ou lourd : les « Cobras » de Sassou-Nguesso ; les « Ninjas » de Bernard Kolélas, les « Zoulous », les « Mambas » et les « Cocoyes » de Lissouba<sup>66</sup>. Après des combats sans fin entre ces milices, ce sont les chars angolais, prenant le contrôle de Pointe-Noire à partir de Cabinda<sup>67</sup>, qui mettent fin le 15 octobre 1997 à l'incertitude politique<sup>68</sup> en rendant le pouvoir à Denis Sassou-Nguesso qui venait de reconquérir la capitale avec le soutien aérien du MPLA, dans un contexte régional très tendu où, après la chute de Mobutu au Zaïre<sup>69</sup> en mai, des combattants de l'Union nationale pour

---

63. Du fait des alliances matrimoniales, Denis Sassou-Nguesso étant le beau-père d'Omar Bongo depuis 1990, et des relations inter-ethniques transfrontalières (voir infra note 53).

64. Du fait de l'alliance politique MPLA-PCT.

65. R. Pourtier, « Brazzaville dans la guerre : crise urbaine et violences politiques », *Annales de géographie*, n° 611, 2000, p. 3-20.

66. Les affrontements se nourrissent aussi de la mémoire collective du passé précolonial : Teke, Obamba et Nzebi ont été jadis chassés vers le Haut-Ogooué par les Mbochi. Voir H. Deschamps, *Traditions orales et archives au Gabon*, Paris, Berger-Levrault, 1962, p. 50-62.

67. Où le MPLA a lutté depuis 1975 contre un mouvement indépendantiste, le FLEC, actif épisodiquement au Congo-Brazzaville, voir J. Figueira Martin, « Histoire d'une guérilla fantôme. Le(s) front(s) de libération de l'enclave du Cabinda », *Études de l'Ifri*, janvier 2017.

68. Le mandat du président Lissouba avait expiré le 31 août 1997, sans nouvelle élection du fait des combats.

69. Devenant alors la République démocratique du Congo de Laurent-Désiré Kabila, patronné à la fois par le Rwanda et par l'Angola.

l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi s'étaient réfugiés à Brazzaville<sup>70</sup>.

Le nombre de victimes de ces différentes phases de la guerre civile est très difficile à évaluer, surtout la dernière et si l'on tient compte aussi de la période de transition entre 1997 et 2002<sup>71</sup>. Néanmoins, une paix civile parvient à dominer progressivement la vie politique d'un pays où l'opinion est lasse de la guerre. Denis Sassou-Nguesso est élu président pour sept ans sans concurrence en 2002, conformément à une Constitution démocratique. S'appuyant sur son statut de doyen des chefs d'État d'Afrique centrale depuis la mort d'Omar Bongo, il renforce son alors rôle international, notamment dans les médiations régionales et la défense de l'environnement. Malgré la crise actuelle, cette diplomatie volontariste n'a pas disparu : Brazzaville a accueilli en avril 2018 un Sommet climat et Fonds bleu du Bassin du Congo auquel a participé notamment le président gabonais et dont l'invité d'honneur était le roi du Maroc, Mohamed VI<sup>72</sup>.

Un blocage politique réapparaît en 2015 avec l'adoption par référendum d'une nouvelle Constitution<sup>73</sup> permettant au chef de l'État de se représenter au-delà de deux mandats et de 70 ans. Il est réélu avec 60 % des voix au premier tour en mars 2016. Les résultats, comme au Gabon quelques mois plus tard, sont validés par la Cour constitutionnelle, mais contestés par ses adversaires, Guy-Brice Parfait Kolélas, leader politique lari ayant succédé à son père décédé, et le général Jean-Marie Mokoko, jusque-là conseiller du président pour la sécurité et nordiste comme lui mais qui s'était opposé au changement de Constitution. Quand ce dernier est emprisonné en 2016, avec bien d'autres, ce sont des organisations citoyennes (Mouvement ras-le-bol) et la diaspora congolaise, grossie par la guerre<sup>74</sup>, qui prennent le relais d'une vie politique figée, où il n'y a plus de représentation parlementaire de l'opposition puisque celle-ci a décidé de boycotter les législatives de mars 2017. Simultanément, la très dure répression dans le Pool contre la nouvelle rébellion des Ninjas avec des

---

70. D. Birmingham, *A Short History of Modern Angola*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 115.

71. Ainsi, P. Yengo, *La guerre civile au Congo-Brazzaville, 1993-2002*, *op. cit.*, p. 8, mentionne 3 000 morts en 1993 et 20 000 en 1997. Voir aussi R. Pourtier, « Brazzaville dans la guerre : crise urbaine et violences politiques », *art. cit.*, p. 11, « 2000 morts au moins » en 1994, 5 000 à 10 000 morts en 1997.

72. « Déclaration commune des Chefs d'États », Brazzaville, Sommet climat et Fonds bleu du Bassin du Congo, 29 avril 2018, disponible sur : [www.mediaterre.org](http://www.mediaterre.org).

73. Le Congo-Brazzaville ayant eu ainsi 12 Constitutions ou actes constitutionnels depuis son indépendance.

74. Elle compterait aujourd'hui au moins 300 000 personnes, selon les chiffres le plus souvent annoncés sans qu'il soit possible de le vérifier.



moyens aériens engendre jusqu'au début de 2018 une situation humanitaire dramatique aux portes de Brazzaville<sup>75</sup>.

Dans ce climat politique à nouveau très tendu, la crise économique qui frappe le Congo est plus grave que celle du Gabon. Le PIB s'est brutalement effondré, passant de 14,2 milliards de dollars courants en 2014 à 8,5 milliards en 2015 puis 7,8 milliards en 2016, selon la Banque mondiale, alors que sa croissance avait été de plus de 4 % par an en moyenne de 2009 à 2013, période marquée par des grands travaux d'infrastructure, notamment à Brazzaville. Ceux-ci ont dû être achevés en pleine récession. Les finances publiques, de plus en plus désordonnées, ont souffert d'un manque de trésorerie engendrant notamment des retards de paiement des fonctionnaires.

Les engagements de l'État demeurent difficiles à recenser avec exactitude, du fait d'un système néo-patrimonial où dominant des accords informels et personnalisés, la signature de l'État ayant été accordée de manière erratique et concussionnaire. D'énormes déficits publics (de l'ordre, pense-t-on, de 40 % du PIB pour 2015) ont été en grande partie assurés par des retraits de dépôts et des avances de la BEAC, ainsi que par un système généralisé de ventes anticipées de pétrole<sup>76</sup>. Ces solutions très provisoires de trésorerie, néfastes pour les finances publiques, rendirent d'autant plus urgente l'option choisie collectivement par les pays de la CEMAC à Yaoundé en 2016, c'est-à-dire le recours à l'aide du FMI. Mais les négociations entamées en 2017 avec le Fonds échouèrent tout d'abord, le Congo ayant dissimulé une très large part de sa dette extérieure (envers la Chine et des sociétés pétrolières), estimée fin 2017 à plus de 110 % de son PIB et qui s'était multipliée par deux et demi en deux ans<sup>77</sup>. En juillet, les agences de notation Standard & Pools puis Moody's, très pessimistes, dégradaient leurs notes souveraines du Congo du rang B (très spéculatif) au rang C (ultra spéculatif).

Ce n'est qu'en avril 2018 qu'une mission du FMI au Congo, concomitante avec une réunion des ministres de la Zone franc à Brazzaville, s'est conclue positivement. Le Fonds demande au Congo

---

75. Sur les prisonniers politiques et les affrontements armés, voir notamment : *Amnesty International, Rapport 2017-2018. La situation des droits humains dans le monde*, Amnesty International, 2018, p. 163-165, « Congo 2017-2018 » : les affrontements entre forces gouvernementales et Ninjas auraient poussé environ un tiers des habitants du Pool à fuir. On estimerait à 81 000 le nombre de personnes déplacées, dont 59 000 enregistrées en 2017. Disponible sur : [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org).

76. Résumé d'informations personnelles, mars-avril 2018, Paris. Le système de gager la production pétrolière pour obtenir des liquidités avait déjà été utilisé par le président Lissouba.

77. Plus de la moitié de la dette publique serait détenue par des intérêts chinois dans le cadre de l'accord de partenariat depuis 2006. La dette intérieure (stock d'arriérés) représenterait quant à elle 20 % du PIB, selon le FMI.

d'effectuer d'« immédiates et audacieuses réformes de gouvernance » et d'abandonner effectivement les « pratiques du passé<sup>78</sup> ». Si le FMI accorde son aide, la France a confirmé qu'elle accorderait un prêt de 135 millions d'euros, moyennant une loi contre la corruption<sup>79</sup> et malgré son attitude de réserve quant à la situation politique et sécuritaire du pays<sup>80</sup>.

L'augmentation prévue de la production pétrolière jusqu'à un niveau d'environ 300 000 barils/jours (15 millions de tonnes/an) pour 2018, se croisant avec celle des cours mondiaux, devrait contribuer au redressement économique du pays, la croissance du PIB pouvant dans ces conditions redevenir positive. Les perspectives de production pétrolière du Congo, où Total, à un niveau productif actuel qui serait d'environ 200 000 barils/jours, reste de loin le principal opérateur grâce au gisement de Moho Nord, sont bien meilleures en *offshore* profond que celles du Gabon<sup>81</sup>.

L'ajustement politique pourrait aussi se confirmer en cours d'année : sur le modèle de l'Angola, la majorité présidentielle s'est prononcée en avril pour le « rapatriement des fonds » détournés et la lutte prioritaire contre la corruption. Les évêques catholiques du Congo, réunis en session extraordinaire du 8 au 10 mai<sup>82</sup>, identifiant la réforme constitutionnelle de 2015 comme la racine de la crise, ont appelé à l'ouverture d'un « dialogue politique le plus large possible », témoignant ainsi du retour des Églises institutionnelles sur la scène publique. Mais la condamnation du général Mokoko dans un procès expéditif, suivie d'autres procès et de nouvelles arrestations, témoignaient simultanément du maintien d'un climat de répression.

---

78. « Bold and immediate governance reforms to put into effect the government's proclaimed intention to mark a break with past policies and practices », selon un communiqué du FMI d'avril 2018, « IMF Staff Concludes Program Negotiation Mission to the Republic of Congo », disponible sur : [www.imf.org](http://www.imf.org).

79. « Nous attendons des gestes concrets en termes législatifs sur la lutte contre la corruption dans la République du Congo. », déclarations à Radio France Internationale (RFI) du ministre français de l'Économie et des finances Bruno Lemaire à Brazzaville. « Bruno Le Maire : 'Le franc CFA garantit à tous ses États membres de la stabilité' », *RFI*, 16 avril 2018, disponible sur : [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr).

80. Dans sa coopération militaire avec le Congo-Brazzaville comme avec le Gabon, la France évite désormais de se trouver impliquée, même indirectement, dans le maintien de l'ordre : elle vient de suspendre l'activité de coopération auprès de la gendarmerie congolaise.

81. Informations personnelles, Paris, mai 2018. Les réserves prouvées de ce champ seraient de 400 millions de barils.

82. Conférence épiscopale du Congo, « Message des évêques du Congo, jeudi 10 mai 2018 », 10 mai 2018, disponible sur : [www.cecongo.org](http://www.cecongo.org). L'Église catholique du Congo, qui compte 7 évêques, est plus visible politiquement qu'au Gabon.

# Conclusion et hypothèses d'avenir

Le Congo-Brazzaville et le Gabon présentent l'un comme l'autre des caractéristiques de pétro-États au bord de la faillite (*at the brink of failure*)<sup>83</sup>. La crise économique et financière de 1985 y avait précédé la crise politique de 1990 ; leur retour simultané souligne aujourd'hui la gravité de la situation actuelle de ces deux pays qui devront sortir à la fois de la gouvernance néo-patrimoniale et de l'économie monoproductive. Si les problèmes structurels ne sont pas traités, la remontée des cours du pétrole en 2018 ne pourra produire qu'une amélioration conjoncturelle et illusoire.

En dépit des similitudes actuelles, les perspectives immédiates restent aussi différenciées que par le passé pour chacun des deux États :

- Au Gabon, l'ajustement financier domine sur l'ajustement politique : le dialogue interne paraît bloqué et peu perméable aux influences extérieures, mais l'ajustement financier est engagé depuis plus d'un an. La diversification de l'économie, déjà esquissée elle aussi, y est d'autant plus urgente que les ressources pétrolières s'amenuisent, mais l'année 2018 devrait être meilleure que la précédente en termes de recettes publiques.
- Au Congo, l'ajustement politique intérieur est encore absent, mais le régime poursuit une diplomatie active, notamment dans sa région (République centre-africaine, RDC). L'avenir pétrolier semble relativement assuré quant aux capacités de production, mais la vente du brut par anticipation et les dérives de la gestion financière de l'État ont conduit à l'impasse budgétaire et à la nécessité d'un accord aussi rapproché que possible avec le FMI ; sur ce plan, l'année 2018 sera encore très difficile, malgré l'augmentation de la production physique de brut. L'avenir immédiat dépendra aussi de l'évolution interne des pays voisins : s'il est improbable que l'Angola intervienne à nouveau militairement à Brazzaville, la situation régionale actuelle n'étant plus celle de 1997<sup>84</sup>, « la fin de l'absolutisme présidentiel » à Luanda<sup>85</sup> pourrait avoir un impact au Congo.

---

83. R. Soares de Oliveira, *Oil and Politics in the Gulf of Guinea*, *op. cit.*, p. 37.

84. Informations personnelles, Paris et Londres, avril 2018.

85. M. de Alencastro, « Angola under Lourenço. Towards a Negotiated Hegemony », *Notes de l'Ifri*, février 2018.

Sur le moyen et long terme, des inconnues demeurent aussi quant au niveau des richesses minérales complémentaires ou d'éventuelles substitutions à la ressource pétrolière : manganèse au Gabon, potasse et fer au Congo.

En dépit de ces différences, quatre scénarios communs sont envisageables pour les deux pays : un maintien du *statu quo* aggravant la crise de la CEMAC et mettant en danger la parité actuelle du franc CFA ; des efforts politiques et financiers, mais encore insuffisants ; un dialogue national inclusif débouchant sur une démocratisation et une transparence financière accrues ; une aggravation de la crise sous les effets de l'ajustement financier, induisant un changement de régime.

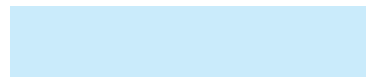
Au vu des analyses précédentes, le premier scénario est à rejeter. La pression internationale, et notamment celle du FMI, est devenue trop forte sur les deux gouvernements pour ne pas les obliger à sortir au moins partiellement des logiques du pétro-État.

Le deuxième scénario semble le plus réaliste, avec maintien d'une option intérieure très répressive, tout en donnant des gages – essentiellement financiers – à l'extérieur. Les progrès de la transparence et la réduction du train de vie gouvernemental détermineraient alors le niveau de réforme effective dans la gestion, mais le régime politique resterait hybride, en dépit des critiques.

Le troisième scénario, avec le lancement d'un large processus de réconciliation inclusive, hypothèse la plus favorable à un redressement durable, demeure cependant envisageable à moyen terme, mais ne passerait plus cette fois par des « conférences nationales ». Il prendrait sans doute des formes différentes au Gabon et au Congo, où les rapports de force politiques, la position des Églises et l'évolution de la société civile ne sont pas similaires. La diaspora, particulièrement importante pour le Congo, jouerait un rôle plus important que jadis dans ce processus.

La gravité croissante de la situation socio-économique et l'appauvrissement urbain depuis 2015 pourraient impulser enfin le dernier scénario. Mais la probabilité d'une mobilisation populaire anti-gouvernementale, du type du Burkina Faso, reste très faible. Les conditions d'un changement négocié par le haut, sur le modèle du Zimbabwe, ne semblent pas non plus réunies pour l'instant.





**ifri**

institut français  
des relations  
internationales